

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Mulhouse, le 14 mai 2014

Unité territoriale du Haut-Rhin

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite
de contrôle
Société PSA Peugeot Citroën à Sausheim

- 1. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 2. Thèmes de la visite et référentiels**
- 3. Installations contrôlées**
- 4. Constats**
- 5. Conclusion**

1. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : Autorisation (IED), fabrication de véhicules automobile
- **Date et horaire de la visite** : le 5 mars 2014 entre 8h30 et 16h30
- **Numéro SIIIC et adresse du site visité** : 067.0467 Route de Chalampé - 68390 SAUSHEIM
- **Type de contrôle** : Visite approfondie
- **Nature du contrôle** : Contrôle planifié (Plan Pluriannuel de Contrôle)
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé

2. Thèmes de la visite, enjeux et référentiels

Thème :

- Suivi des rejets aqueux industriels des activités du site PSA Peugeot Citroën Mulhouse et protection des milieux récepteurs
- Contrôle de l'autosurveillance des rejets industriels des années 2012 et 2013
- Contrôle des dispositions relatives au confinement des eaux extinctions incendie susceptibles d'être polluées pour certaines zones et des dispositions visant à protéger les milieux naturels en cas de déversement sur certains stockages et zones de déchargement.

Enjeux :

La qualité du Rhin, milieu récepteur final des effluents industriels du site PSA Peugeot Citroën, après traitement par la station d'épuration communale de Sausheim.

- Préservation de l'intégrité de l'unité de traitement communale de Sausheim.
- La qualité des sols au droit du site, et de la nappe d'Alsace impactée en cas de déversement de produits dangereux dans les réseaux d'eaux pluviales du site.

Référentiel :

- Arrêté préfectoral n°2006-335-2 du 1er décembre 2006 modifié portant prescriptions complémentaires à la société PEUGEOT CITROËN Mulhouse pour l'exploitation de centre de production automobiles (codification des dispositions relatives au risque chronique).
- Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.
- Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

3. Installations et documents contrôlés

Installations contrôlées :

- dispositifs de confinement situés au niveau des bassins d'infiltration des eaux pluviales, des zones dites « MSTG » et « Forges », accueillants notamment des eaux d'extinction incendie du parc à fûts (déchets), de la déchetterie et du magasin produits chimiques (R47),
- aire de déchargement de la station de pré-traitement physico-chimique du site (SA61) et du magasin produits chimiques (R47),
- dispositifs de mesure en continu des effluents industriels présents sur site au bâtiment (SA13), et sur le site de la station d'épuration de Sausheim,

- moyens de conservation des échantillons d'effluents industriels au laboratoire sur site, et dans le préleveur situé sur le site de la station d'épuration de Sausheim,
- Rétentions et zones étanches du magasin produits chimiques (R47) et du parc à fûts.

Documents contrôlés ou utilisés :

- Plan des réseaux eaux industrielles et eaux pluviales,
- Registre de vérification des dispositifs de confinement du site
- Protocole laboratoire et normes associées pour les paramètres mesurés par PSA (Phosphore, DCO, MES) et pour la conservation des échantillons,
- grille de compatibilité des produits au magasin de produits chimiques,
- bilan de fonctionnement annuel de la station d'épuration de Sausheim-RIXHEIM,
- tableau d'avancement des améliorations apportées sur site en matière de gestion des eaux industrielles dans le cadre de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral cité en référentiel,
- résultats d'autosurveillance des rejets industriels pour les années 2012 et 2013,

4. Constats

5-1. Suivi des rejets aqueux industriels :

La surveillance des rejets aqueux industriels de l'exploitant se fait sur une conduite se trouvant au niveau de la station d'épuration de Sausheim.

Cette conduite recueille :

- des eaux industrielles :
 - pré-traitées soit par la station physico-chimique du site, soit par la station de traitement des huiles, soit par la station de traitement par ultra-filtration. Ces eaux industrielles proviennent majoritairement des eaux les plus polluées, des unités de traitement de surface, de peinture, de forge, de fonderie, d'usinage et d'emboutissage
 - ne subissant pas de pré-traitement, en provenance de l'ensemble des installations qui concourent à l'activité du site (purges chaudières, eaux de séparateurs, sorties d'ateliers...)
- des eaux de refroidissement,
- des eaux sanitaires.

Il est à noter que la gestion des eaux industrielles du site, et des ouvrages de prétraitement précités est déléguée par l'exploitant à un prestataire de service.

La surveillance des eaux industrielles du site se résume comme ci-dessous :

- débit maximal instantané : 0,21 m³/s (mesuré en continu)
- débit maximal pendant une période de 24 h consécutives : 4800 m³/j
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (mesuré en continu)
- température : < 30°C (mesurée en continu)
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) issues de l'ensemble des installations, mesurés à l'entrée de la station épuration urbaine du SIVOM de Mulhouse (sortie canalisation Peugeot) :

Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (mg/l) ⁽¹⁾	Flux sur 24 h consécutives (kg/j)	Flux annuel (t/an)	Fréquence des mesures
MEST*	400	1500	200	Journalière
DBO ₅ *	450	1500	280	Hebdomadaire
DCO*	1750	3500	950	Journalière
Azote global (exprimé en N)	75 ⁽²⁾	200	56	Journalière
Phosphore total (exprimé en P)	15 ⁽²⁾	70	10	Journalière
Hydrocarbures totaux	10	50	18	Journalière
AOX	1 ⁽²⁾	2	1	Annuelle
Chrome hexavalent et composés	0,1	0,5	0,2	Journalière
Plomb et composés	0,5	1	0,2	Journalière
Cadmium et composés	0,2	1	0,4	Annuelle
Mercure et composés	0,05	0,2	0,07	Trimestrielle
Etain et composés	2	10	4	Trimestrielle
Cyanures	0,1	0,5	0,2	Annuelle
Cuivre et composés	0,5	2,5	1	Journalière
Chrome et composés	0,5	2,5	1	Journalière
Nickel et composés	0,5	2,5	1	Journalière
Zinc et composés	2 ⁽²⁾	10	4	Hebdomadaire
Manganèse et composés	1	5	2	Journalière
Fer et composés	5	25	5	Hebdomadaire
Aluminium et composés	5	25	5	Hebdomadaire
Arsenic et composés	/	/	/	Annuelle
BTEX*	/	/	/	Annuelle
HAP*	/	/	/	Annuelle
Indice Phénol	/	/	/	Annuelle

- MEST = Matières En Suspension Totales, DCO = Demande Chimique en Oxygène, DBO₅ = Demande Biologique en Oxygène, HAP = Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, BTEX = Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylène

⁽¹⁾ Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

⁽²⁾ Conformément aux recommandations du 9 juillet 1992 de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin et considérant que le Rhin appartient à une zone sensible telle que définie en application de l'article 6 du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, les valeurs limites en concentration en sortie site fixées ci-avant, sont à respecter sans préjudice du respect des valeurs limites en concentration suivantes, mesurées au point de rejet au Rhin après la station d'épuration urbaine exploitée par le SIVOM de MULHOUSE au prorata de la charge correspondante due à PEUGEOT-CITROËN MULHOUSE SNC :

Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)
Azote global	15
Phosphore total	2
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	0,1
Zinc et composés	0,5

En application de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006, la transmission de ce programme autosurveillance doit se faire avant le 15 du deuxième mois qui suit chacun des quatre trimestres de l'année (15 février, 15 mai, 15 août, 15 novembre). En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant doit joindre les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et doit préciser les mesures prises pour remédier à cette situation.

En application de l'article 9.4.1 :

- l'exploitant a également l'obligation de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, un bilan du fonctionnement de la station d'épuration et des rejets dans le milieu récepteur (le Rhin),
- Une fois par an, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme extérieur le contrôle de l'ensemble des paramètres définis ci-dessus,
- La mesure journalière est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

1) Analyse des rapports d'auto-surveillance pour 2012-2013 :

La mesure annuelle à faire réaliser par un organisme extérieur agréé n'est pas mise en place par l'exploitant, cet écart constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006.

Les rapports trimestriels d'auto-surveillance ont été transmis les 14 mai 2012, 11 septembre 2012, 15 novembre 2012, 29 janvier 2013, 23 mai 2013, 28 août 2013, 25 novembre 2013 et 17 février 2014. Sur les huit transmissions attendues, toutes ont été transmises, mais 5 l'ont été après le délai prévu par l'article 7.1 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2006. Cet écart constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter au regard des dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006.

L'analyse des rapports d'auto-surveillance transmis pour les années 2012 et 2013, montre que l'exploitant ne transmet pas l'ensemble des résultats de mesures imposées, lors des envois trimestriels. En effet les mesures qui concernent le Mercure, l'Etain, les Cyanures, les composés halogénés, le Cadmium, l'Arsenic, les BTEX, les HAP, l'Indice phénol n'ont pas été transmises. L'absence de transmission de ces résultats constitue une non-conformité à l'article 7.1 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2006. À noter que suite à l'inspection, ces résultats ont été transmis à l'inspection par courrier du 26 mars 2014. Pour ces paramètres, il est à mentionner que la forme des transmissions ne permet pas à l'inspection de vérifier le respect de la valeur limite en flux associée aux paramètres précités. Malgré le fait que la transmission des flux ne soit pas explicitement indiquée dans l'arrêté du 1^{er} décembre 2006, il convient que l'exploitant transmette également cette information dans le cadre des envois fait au travers des dispositions de l'article 7.1.

Au regard des dispositions de l'article 9.3.1, les dépassements de valeurs limites d'émissions (concentrations, flux journalier et flux annuels) pour les rejets aqueux industriels du site sont résumés dans le tableau ci-dessous pour la période 2012-2013.

Mois	Nature des dépassements	Commentaires de l'exploitant
Janvier 2012	8 dépassements pH	L'exploitant mentionne au travers des commentaires de son prestataire que pour une partie des dépassements, la station de prétraitement physico-chimique était à l'arrêt et ne peut être à l'origine de ces non-conformités. Pas d'explication supplémentaire, ni proposition d'action corrective.
Février 2012	13 dépassements pH	Pas d'explication, ni proposition d'action corrective.
Août 2012	10 dépassements Fe 6 dépassements Zn	L'exploitant mentionne au travers des commentaires de son prestataire que pour une partie des dépassements, la station de prétraitement physico-chimique était à l'arrêt et que pour les autres elle possédait en sortie une concentration inférieure au seuil de dépassements, et ne peut être à l'origine de ces non-conformités. Pas d'explication supplémentaire, ni proposition d'action corrective.

Octobre 2012	1 dépassement Fe > double de la VLE	L'exploitant mentionne au travers des commentaires de son prestataire que la station de prétraitement physico-chimique n'est pas en cause. Dans sa transmission l'exploitant mentionne la remise en place d'un préleveur mobile après la période hivernale afin de déterminer la source exacte provoquant des dépassements en métaux. Il précise que la mise en place de ce préleveur lors du 4 ^{ème} trimestre 2012, n'a donné aucune indication.
Décembre 2012	1 dépassement Cu > double de la VLE	
Janvier 2013	6 dépassements Ni	L'exploitant mentionne au travers des commentaires de son prestataire que la station de prétraitement physico-chimique n'est pas en cause. Dans sa transmission l'exploitant mentionne la mise en place de son préleveur mobile afin de déterminer la source exacte provoquant des dépassements en métaux.

Aucun dépassement n'est observé entre février 2013 et décembre 2013.

Au regard des dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006, il apparaît que l'exploitant ne respecte pas les conditions d'exploiter de ses installations. En effet l'exploitant ne commente pas systématiquement les dépassements qu'il constate lors de ses transmissions, et ne précise pas les mesures prises pour remédier à ces situations de non-conformités.

Par ailleurs le simple fait de se baser sur les commentaires de son prestataire, qui mentionne quasi systématiquement que les dépassements constatés ne sont pas dus à l'exploitation de la station de prétraitement physico-chimique ne peut pas être considéré comme un commentaire. Il appartient à l'exploitant de s'approprier davantage ces résultats et d'en faire une analyse complète.

Concernant la non mise en cause de la station de traitement physico-chimique, lors du contrôle sur site, l'exploitant a expliqué que des prélèvements journaliers étaient effectués en sortie station de prétraitement, parallèlement à ceux effectués au niveau du rejet final usine. Ces prélèvements permettent au prestataire d'effectuer une seconde analyse au niveau du rejet de la station de prétraitement en cas de dépassement connu en sortie usine.

Les résultats de ces analyses ont été demandés pour la série de dépassements sur le paramètre nickel survenu en janvier 2013. Les résultats sont repris dans le tableau ci-dessous, associés aux débits connus de l'installation sur ces périodes (transmission d'auto-surveillance du premier trimestre 2013), un calcul approximatif de la charge sortante a été réalisé par l'inspection.

jours	Concentration en nickel en sortie station de prétraitement (mg/l)	Débit de la station de prétraitement (m3/j)	Charges associées (kg/j)	Charges en sortie site (kg/j)
02/01/2013	1,6	152	0,24	0,68
03/01/2013	1,8	614	1,1	0,92
04/01/2013	0,89	545	0,49	1,02
07/01/2013	0,92	511	0,47	1,27
08/01/2013	0,82	503	0,41	1,16
10/01/2013	0,82	557	0,46	1,05

Ces calculs montrent que l'exploitant ne peut pas mentionner dans ses rapports de transmission que la station de prétraitement physico-chimique n'est pas en cause dans les dépassements en sortie site. Il est démontré au moins pour ces dépassements en nickel du mois de janvier 2013, que la station a contribué aux dépassements globaux.

Les actions mises en place en vue de remédier à ces dépassements ont été discutées lors du contrôle avec l'exploitant. Ce dernier procède à la recherche de la source en métaux par des campagnes de prélèvements sur les réseaux des eaux vannes (eaux de lavage des sols, épandages accidentels non issus du procédé industriel et ne transitant pas par la station de prétraitement physico-chimique) des ateliers qu'il estime potentiellement contributeurs de cette pollution. Les éléments à disposition de l'inspection montrent que ses recherches durent depuis mars 2011, il y a lieu de considérer que ses actions ne sont pas suffisantes et que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2006. La mise en place de dispositif de mesure en ligne avec une remontée d'information en temps réel permettrait d'avoir une meilleure réactivité pour la recherche des ateliers responsables de ces rejets intempestifs ; il est également à rappeler que dans le cadre de l'application des meilleures techniques disponibles (MTD), et plus particulièrement du document BREF (Best REFérences) transverse dénommé « principes généraux de surveillance », il est considéré comme MTD le fait de faire part à l'inspection, suite à des émissions exceptionnelles, des actions correctives en cours ou prévues.

Il est enfin à noter que compte tenu de la méthode de gestion des effluents du site, la surveillance actuellement imposée à l'exploitant n'est pas adaptée. En effet le débit moyen journalier en sortie site est d'environ 1800 m³/j, le débit moyen journalier en sortie de station de prétraitement physico-chimique est d'environ 570 m³/j, et le débit moyen journalier en sortie de station de traitement des huiles est d'environ 26 m³/j. Le contrôle en sortie site demandé, se fait donc après dilution des effluents notamment pour les installations industrielles de traitement de surface, de peinture, de forge et de fonderie.

Compte tenu des autorisations obtenues pour le site, antérieurement à l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, compte tenu du caractère spécifique des installations de traitements de surface réglementées par l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, et compte tenu des dispositions actuellement applicables au site, l'exploitant n'est pas en situation de non-conformité vis-à-vis de la gestion de ses effluents, cependant le contrôle actuel se fait en dépit des principes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de la directive modifiée n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), il y a lieu de le modifier.

Il est à noter que l'exploitant procède au suivi de ces deux installations de traitement suivant son propre programme d'auto-surveillance. Concernant la station de prétraitement physico-chimique, l'analyse du dernier trimestre montre que les rejets de la station respectent les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 en matière de rejet aqueux excepté pour les paramètres DCO et MES (l'article 20 permet cependant de fixer des valeurs limites spécifiques en cas d'acceptation par la station de traitement des eaux de ces effluents en l'état).

2) Constats sur site:

Lors du contrôle sur site les éléments relatifs à l'autosurveillance repris ci-dessous ont été contrôlés :

- présence d'un préleveur au niveau du rejet des eaux industrielles du site, en application de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2006
- présence des dispositifs de mesures en continu : pH, débit, température et reports d'information associés, en application de l'article 9.4.1,
- existence du bilan annuel de la station d'épuration et des mesures au niveau des rejets du Rhin, des paramètres visés au ⁽²⁾ de l'article 9.4.1,

- vérification de la présence sur site de plan des réseaux conformes aux dispositions de l'article 9.2.1,
- Vérification du plan de contrôle des tuyauteries de collecte des effluents usées,
- vérification des conditions d'entreposage des échantillons au laboratoire d'analyse sur site, et des normes d'analyses utilisées pour les paramètres contrôlés sur site, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009,

Un contrôle de la conduite acheminant les eaux usées du site à la station d'épuration communale en charge du traitement final a été réalisé. Il a pu être constaté la présence du débitmètre, et d'un préleveur automatique placé dans une enceinte réfrigérée (la température indiquée lors du contrôle était d'environ 4°C). Faute de personne gérant la station d'épuration, le report de la mesure de débit en salle de contrôle n'a pas pu être contrôlé, tout comme les transmissions de dépassements de débits convenus entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration, ou l'asservissement de la mesure au débit. À noter que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection un document permettant d'expliquer la gestion d'un éventuel dépassement de débit instantané ou journalier rédigé entre lui et le gestionnaire de la station d'épuration.

Les dispositifs de mesures en continu de pH et température imposés par l'article 9.4.1, sont situés au niveau du bâtiment SA13 (station de pompage des eaux usées), avant envoi des effluents vers la station d'épuration communale. Le fonctionnement des appareils a été vérifié sur site, ils indiquaient des valeurs de 8,2 pour le pH et 17°C pour la température, valeurs conformes aux dispositions de l'article 9.3.1. En revanche aucun report de valeur en salle de contrôle n'est effectué sur ces dispositifs de mesures en continu, et seul une alarme défaut (qui englobe les dépassements de seuils réglementaires) est mise en place sur le pH mètre. Pour le pH mètre l'alarme est reporté en salle de contrôle de la chaufferie du site (bâtiment R15), mais aucune procédure ne décrit les actions à engager en cas de défaut. L'opérateur en salle a mentionné le fait qu'il devait contacter les personnes en charge du suivi pour vérification sur site du bon fonctionnement de l'appareil, sans action spécifique en cas de dépassement confirmé. Un des objectifs premier d'une autosurveillance à fréquence rapprochée (en continu en l'occurrence), qui est d'ailleurs rappelé dans le document BREF (Best REFérences) dénommé « principes généraux de surveillance » est de détecter des conditions inhabituelles d'émissions ou l'amorce d'une réduction des performances environnementales des installations et d'engager rapidement des actions correctives (diagnostic, réparation, maintenance,...). Dans le cas présent, bien que les dispositifs de mesure en continu soient effectivement présents, ils ne permettent pas de remplir cet objectif.

Lors du contrôle il a été demandé à l'exploitant de fournir le bilan annuel de la station d'épuration, demandé par l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006. Le bilan fourni reprend les charges entrantes et sortantes, avec abattements annuels pour l'azote global, le phosphore total, la DCO, la DBO et les MES, d'une façon globale sur la station. Ce bilan est à améliorer en vue de faire notamment apparaître les charges liées aux rejets industriels de l'exploitant, et de les comparer aux flux globaux pour vérifier les hypothèses prises pour les études d'impacts et la traitabilité des effluents, et pour montrer l'atteinte de concentrations et de flux (dû à l'activité de l'exploitant) compatibles avec le milieu récepteur. En l'absence de telles informations l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect des dispositions du ⁽²⁾ de l'article 9.3.1, concernant les valeurs limites à respecter pour l'azote global, le phosphore total, les composés organiques halogénés et le zinc en sortie de la station d'épuration de Sausheim.

Cependant, les dispositions du ⁽²⁾ de l'article 9.3.1, entrent dans le cadre de la surveillance du Rhin, recensé en tant que zone sensible, aussi, l'atteinte de ces valeurs incombe à la station d'épuration et non à l'exploitant directement, même si ce dernier est responsable d'une partie des charges apportées au milieu naturel. L'étude d'impact a permis d'évaluer des valeurs limites en sortie de site pour

garantir l'atteinte des valeurs zone sensible en sortie station d'épuration au prorata de la contribution des activités de l'exploitant.

Le contrôle sur site a également été mis à profit pour vérifier l'existence sur site du plan des réseaux eaux industrielles à jour, avec positionnement des points de rejets et prélèvement en application de l'article 9.2.1 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2006. Lors du contrôle l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des plans à jour de son réseau de collecte d'effluents industriels. En effet le point de rejet et le point de prélèvement n'étaient pas indiqués, et les réseaux de collecte des traitements de surface des bâtiments Mécanique B et D n'étaient pas indiqués. Cet écart constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter. Toutefois, par courrier électronique du 7 mars 2014, l'exploitant a fait parvenir un plan conforme aux dispositions de l'article 9.2.1, il s'est donc mis en conformité.

En infraction avec l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006, l'exploitant ne procède pas à l'examen périodique des tuyauteries de collecte d'effluents pollués.

Enfin concernant la gestion des eaux industrielles, le contrôle sur site a permis de vérifier les conditions d'entreposage des échantillons d'effluents journaliers prélevés, et de vérifier que les mesures réalisées par le prestataire dans le laboratoire du site correspondaient aux normes prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. Les échantillons journaliers sont constitués par le préleveur automatique se trouvant dans l'enceinte de la station d'épuration de Sausheim. Tous les jours un opérateur du prestataire opérant pour l'exploitant est chargé de ramener cet échantillon au laboratoire. Une fois rapporté, une partie de l'échantillon est envoyée dans un laboratoire externe, en vue d'effectuer une partie des mesures réglementaires ; le prestataire conserve sur site l'autre partie pour effectuer les mesures sur la DCO, les MES et le Phosphore.

Les normes applicables sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Norme	Norme reprise dans l'arrêté du 7 juillet 2009
Conservation des échantillons	NF EN ISO 5667-3	NF EN ISO 5667-3
DCO	NF T 90101	NF T 90101
MES	NF EN 872	NF EN 872
Pt	NF EN ISO 6878	/

L'analyse stricte du respect des normes citées dans le tableau ci-dessus n'a pas été réalisée, cependant il a été contrôlé que l'exploitant la prenait bien en référence dans ces procédures de laboratoire et modes opératoires rédigés à l'attention des laborantins pour la conservation des échantillons et les mesures des différents paramètres. Pour le Phosphore total, le prestataire utilise une micro méthode qui a été validée en interne sur la base des dispositions de la norme NF T90-210 : Qualité de l'eau - Protocole d'évaluation initiale des performances d'une méthode dans un laboratoire.

5-2. Protection des milieux récepteurs, rétention des produits dangereux et confinement des eaux susceptibles d'être souillées :

Les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006, ont été contrôlées sur une partie des installations du site (station de traitement physico-chimique, magasin produits chimiques, parc à fûts et déchetterie).

Article 9.2.2 Eau – capacité de rétention :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- *dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;*
- *dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;*

dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

[...]Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »

Article 9.2.3 Eau – Aire de chargement :

« Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles ou à tout dispositif présentant des garanties équivalentes de confinement avant traitement.[...]

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. »

Article 9.2.4 Eau – Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident :

« Les installations sont équipées de rétentions ou d'un système de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident.

Les bâtiments R47 (magasin de produits chimiques), [...] sont dimensionnés de manière à recueillir les eaux d'extinction incendie. Pour les autres installations et voiries, une rétention est créée par obturation et fermeture du réseau eaux pluviales avant rejet vers les différents bassins d'infiltration du site.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces rétentions (obturateurs gonflables, vannes mécaniques) doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

L'exploitant s'assurera fréquemment que ces matériels sont en bon état et susceptibles de fonctionner ou d'être utilisés ; les vérifications seront consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

1) Bâtiment SA61 – station physico-chimique :

Les matières premières ou préparations servant au fonctionnement de la station physico-chimique (acide sulfurique, solution de chaux, soude) sont stockées en vrac dans le bâtiment de la station. Les stockages se font sur des surfaces étanches, selon l'exploitant, les débordements ou fuites sont collectées vers un bassin de la station dédié à cet effet et dimensionné dans le respect des règles de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006. Aucun justificatif technique (plan de l'installation, note de calcul du bassin de confinement...) n'a pu être collecté lors de l'inspection. Le fait qu'une seule rétention soit associée au stockage de produits incompatibles (acide fort et base forte), constitue une non-conformité à l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006.

En application des dispositions de l'article 9.2.3, l'aire de déchargement de la station physico-chimique est imperméabilisée et reliée au bassin de confinement commun. Aucun seuil surélevé n'est en place pour séparer l'aire de déchargement des surfaces imperméabilisées avoisinantes ; cependant l'aire est conçue en pointe de diamant permettant l'écoulement des fluides vers les regards de la rétention en cas d'épanchement.



Aire de déchargement station physico-chimique

Il est à noter qu'au niveau de cette aire de chargement s'effectue le dépotage de l'acide sulfurique en raccordant le camion, à la capacité de stockage se trouvant à l'intérieur du bâtiment. Aucune consigne n'était affichée au poste de dépotage, cet écart ne constitue pas une non-conformité aux conditions d'exploiter cependant l'affichage de ces consignes est une bonne pratique qu'il convient de suivre.

Les dispositions de l'article 9.2.4 n'ont pas été vérifiées sur la station physico-chimique.

2) Bâtiment R47 – magasin de produits chimiques :

Le magasin de produits chimiques R47 contient diverses natures de produits chimiques : corrosifs (acides et bases), toxiques, inflammables, irritants, et nocifs. Le contrôle s'est portée sur l'existence des rétentions et le respect des règles de compatibilité, et non leur dimensionnement au regard des matières présentes dans le magasin.

Une étude des plans en coupe du bâtiment de la répartition des stockages et de la matrice de compatibilité établie par l'exploitant a été effectuée sur site. Il apparaît que l'exploitant a bien prévu dans l'ensemble de séparer les rétentions associées à des produits incompatibles. Cependant et en opposition à sa matrice de compatibilité, les acides corrosifs, nocifs et irritants sont associés à la même rétention. Il est d'usage de considérer que ces familles de produits (corrosifs, irritants, nocifs) puissent être compatibles entre elles mais seulement sous certaines conditions qu'il convient de définir précisément. Il appartient à l'exploitant de reprendre sa matrice de compatibilité et d'être en mesure de justifier les choix qu'il retient pour le stockage de ses produits chimiques de différentes natures.

Le déchargement des produits chimiques (en conteneurs de 1000l : IBC, ou fûts) s'effectue sur une aire imperméabilisée, conçue selon l'exploitant en pointe de diamant, permettant l'écoulement d'un déversement vers le regard de l'aire de chargement reliée à une rétention enterrée d'une capacité de 10m³. Les opérations de déchargement du camion se font par un chariot élévateur muni de fourches. Dans le cas où le chariot serait amené à percer un fût ou un conteneur le positionnement actuel du camion (ligne jaune sur la photo ci-dessous) pourrait entraîner un déversement en dehors de la zone d'aire de déchargement, et ainsi polluer le réseau des eaux pluviales. Il appartient à l'exploitant de s'assurer qu'il respecte en tout temps les dispositions de l'article 9.2.3, même en cas de situation accidentelle.



Aire de déchargement du magasin produits chimiques

Le magasin de produits chimiques est muni d'une rétention enterrée de $100 \text{ m}^3 + 10 \text{ m}^3$ sous aire de déchargement. Le besoin en eau estimé par l'exploitant pour ce bâtiment en cas d'incendie est de $90 \text{ m}^3/\text{h}$ pendant 30 minutes (étude de danger 2013), le dimensionnement de la rétention du bâtiment est donc suffisant.

En cas de ruissellement des eaux d'extinction incendie sur les voies imperméabilisées à proximité de ce bâtiment, ou débordement de la rétention du bâtiment, les eaux sont recueillies dans le réseau eaux pluviales envoyées vers le bassin d'infiltration du secteur forge. Le confinement de cette zone est traitée dans le paragraphe 4) ci-dessous.

3) Confinement des eaux susceptibles d'être souillées secteurs MSTG et Forges :

Le parc à fût du site et la déchetterie n'ont été contrôlés qu'au regard des dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2006, et en particulier celle relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie susceptibles d'être polluées. Pour ces installations le confinement doit se faire par l'obturation et la fermeture du réseau eaux pluviales avant rejet dans les différents bassins d'infiltration du site. Après examen du plan de collecte des eaux pluviales, il apparaît que les eaux de ruissellement issues des secteurs déchetterie et parc à fûts sont dirigées vers le bassin dit « MSTG ». Un contrôle des organes de confinement de ce bassin a été réalisé. Un contrôle du confinement du bassin dit « forges » a également été réalisé compte tenu du fait qu'il est susceptible d'accueillir les eaux de ruissellement des aires se trouvant à proximité du magasin produits chimiques.

Le contrôle sur site a permis de confirmer la présence des organes de confinement pour les deux secteurs précités (vanne pour le secteur « forges » et obturateurs gonflables pour le secteur « MSTG - sud »).



Vanne de confinement du secteur « forges »

La vanne de confinement du secteur « forges » est actionnable à distance par le centre d'opération de secours du site, à l'aide d'un dispositif de type coup de poing à proximité de la vanne, et manuellement au droit de la vanne.

Un test de la vanne a été réalisé par déclenchement à distance : la vanne s'est fermée et s'est relevée convenablement. La cinétique de mise en œuvre de ce type de dispositif est de l'ordre de 2 minutes, il convient que l'exploitant tienne compte de cette cinétique afin de n'utiliser cette barrière de sécurité que dans les cas où la cinétique de mise en œuvre est compatible avec le scénario qu'elle cherche à endiguer. Il est à noter que le dispositif d'actionnement local est mal indiqué, le jour du contrôle des caisses métalliques, le cachait et rendait son accès plus long. Bien que ce dispositif soit actionnable à distance depuis le centre des opérations de secours, il convient que l'exploitant veille également à ce que le dispositif d'actionnement local soit visible et accessible.

Le contrôle sur site a permis de vérifier que le dispositif d'actionnement local du boudin obturateur confinant la partie sud des eaux de ruissellement s'écoulant vers le bassin « MSTG » était clairement indiqué et accessible. Compte tenu de la difficulté à remettre en place ce type de dispositif, aucun test de fonctionnement n'a été réalisé.

En application des dispositions de l'article 9.2.4, l'exploitant a mis en place au travers de son prestataire un registre de suivi de ces dispositifs de confinement. Le plan de maintenance et les contrôles relatifs aux deux dispositifs contrôlés sont repris dans le tableau ci-dessous :

Type de dispositif	Fréquence des vérifications	Nature des contrôles	Commentaire
Vanne	Tous les 6 mois	État général des différents organes, vérification de l'accessibilité, graissage des systèmes d'actionnement, test de fonctionnement.	Examen du Procès Verbal de contrôle (menée par le prestataire en charge du suivi des dispositifs de confinement) du 08/10/2013, sur la vanne n°908 correspondant au secteur « forges ». Remarque sur encombrement lié aux broussailles, un bon de travail a été réalisé suite cette remarque pour débroussaillage de l'accès (BT n°3474451.1).
Boudin gonflable	3 fois par an	État général des différents organes, vérification de l'accessibilité, vérification des bouteilles de gaz, pas de test de fonctionnement.	Examen de deux PV pour l'obturateur R38 (correspondant au secteur parc à fûts et déchetterie), des 25/09/13 et 13/03/13. Il est mentionné sur celui du mois de septembre une dégradation de l'échelle d'accès, aucun bon de travail n'est réalisé. Il convient que l'exploitant engage les actions correctives liées à la maintenance de ces dispositifs de confinement.

5-3. Actions mises en œuvre dans le cadre de la réduction des métaux et hydrocarbures dans les rejets eaux industrielles du site :

L'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006 prévoit que :

« Réduction des métaux et des hydrocarbures »

L'étude visant à la réduction et au traitement des hydrocarbures et des métaux (étude X RT 28 542 –rév 2 remise le 23/10/2003) a conclu sur des actions d'améliorations à engager sur le système de gestion des eaux de process polluées par des hydrocarbures et par des métaux.

L'état d'avancement des travaux est présenté dans un tableau annexé à l'arrêté préfectoral.

Au plus tard début septembre 2007, l'exploitant transmettra au préfet un échéancier précis des actions de réduction des hydrocarbures et des métaux dans les eaux de process de son site.

L'exploitant réalisera annuellement un bilan de l'avancement des travaux auprès de l'inspection des installations classées. »

Par courrier du 14 septembre 2007, l'exploitant a présenté l'état d'avancement de ses travaux sur la réduction des métaux et hydrocarbures dans les rejets aqueux industriels de son site. L'exploitant mentionne dans son courrier que sur les 16 actions initialement identifiées et reportées dans l'annexe de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006, une seule reste à réaliser. Il faut cependant préciser que sur les 15 actions considérées comme résolues, 2 ont été écartées après étude des meilleures techniques disponibles en raison du bilan coût/avantage défavorable. Cependant l'analyse de ces techniques, avec le bilan coût/avantage n'a jamais été transmis à l'inspection.

Malgré les dispositions de l'article 9.3.1, aucun bilan annuel n'a été transmis suite à ce premier rapport d'étape, ce qui constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter.

Par manque de temps il n'a pu être vérifié sur site que la mise en place d'un nouveau dispositif de traitement (déshuileur – dégrilleur) avant rejet final au niveau du bâtiment SA13, conformément à l'action d'amélioration n°5 du tableau annexé à l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006.

5. Conclusion

Situation irrégulière

Sans objet.

Non-conformités

Les écarts constatés lors du contrôle, mentionnés au 5, et résumés ci-dessous, constituent des non-conformités aux conditions d'exploiter définies par l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006 :

- Les rapports d'autosurveillance ne sont pas toujours transmis dans les délais prévus et les non-conformités ne sont pas systématiquement analysées et ne font pas l'objet systématiquement de propositions de mesures visant à remédier aux dépassements constatés ; aussi, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2006
- des stockages de matières incompatibles (acide et base) sont effectués sur une unique rétention au niveau de la station de traitement physico-chimique,
- les canalisations de collecte d'effluents industriels pollués ne font pas l'objet d'un examen périodique,
- l'exploitant ne fait pas réaliser d'analyse annuelle par un prestataire extérieur sur l'ensemble des paramètres de suivi des effluents en sortie site,
- l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les bilans annuels prévus dans le cadre de la réduction des métaux et des hydrocarbures dans ses rejets aqueux industriels.

L'exploitation d'une installation classée sans respecter les dispositions d'un arrêté préfectoral relève des dispositions administratives et pénales des articles L171-8 et R514-4 du code de l'environnement.

Il est à noter que concernant le non-respect des délais de transmission et les lacunes sur les commentaires et propositions d'actions devant accompagner les transmissions d'auto-surveillance, de tels constats ont déjà été réalisés pour d'autres rejets du site, et mentionnés par courrier préfectoral à l'exploitant les 4 août 2011, 20 décembre 2012 et 16 mai 2013.

Autres constats à portée réglementaire

Au vu des dispositions applicables en l'état au site, il est implicitement autorisé que les effluents des installations classées situées dans les ateliers mécaniques, de peinture, de la forge ou de la fonderie

subissent une dilution avant le point de prélèvement servant au contrôle de la conformité des installations. En vue de respecter les principes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, et de la directive modifiée n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), il est nécessaire de réviser les prescriptions opposables aux installations en réglementant notamment les rejets en sortie de site, en sortie d'unité de traitement physico-chimique, en sortie d'unité d'ultrafiltration et de l'unité de traitement des huiles.

Il y a également lieu de modifier les dispositions de l'article 9.3.1, qui imposent des valeurs limites d'émission en sortie station d'épuration collective pour certains paramètres entrant dans le cadre de la surveillance du Rhin recensé en tant que zone sensible. En effet l'atteinte de ces valeurs incombe à la station d'épuration et non à l'exploitant directement, même s'il est un contributeur non négligeable des charges émises dans le milieu naturel. Une étude d'impact a permis d'évaluer des valeurs limites à fixer en sortie de site pour garantir l'atteinte des valeurs en zone sensible au prorata de la contribution des activités de l'exploitant.

Observations

- Bien que les dispositifs de mesure en continu soient en place et opérationnels, leur gestion actuelle n'est pas satisfaisante. Elle ne permet pas pour tous les dispositifs (température et débit), une remontée d'information ou une alerte de dépassement de seuil et aucune action corrective n'est prédéfinie en cas d'alerte de dépassement de seuil réglementaire.
- Il appartient à l'exploitant de transmettre les résultats en flux de son autosurveillance pour l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 9.4.2.
- Le bilan annuel fourni pour le fonctionnement des installations de la station d'épuration de Sausheim doit être complété.
- Il appartient à l'exploitant de mettre en place des consignes de dépotage au niveau des postes de déchargement de produits dangereux.
- L'exploitant veillera à définir plus précisément les règles de compatibilité de stockage au niveau de son magasin produits chimique (R47).
- L'exploitant veille à ce que le dispositif d'actionnement local du confinement du bassin forge soit visible et accessible.

Questions

- L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments permettant de justifier de l'asservissement du préleveur mesurant les rejets globaux du site au débit rejeté.
- L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments techniques permettant de justifier du bon dimensionnement du bassin de confinement de la station physico-chimique au regard des stockages de produits dangereux associés, ainsi que éléments technique permettant de valider la conception en pointe de diamant des aires de chargement des bâtiments R47 et SA61.
- L'exploitant doit transmettre à l'inspection les études liées aux actions de réduction des métaux et hydrocarbures référencés n°4 (2 études) et n°9 (1 étude), qui ont été abandonnées en raison d'un bilan coût/avantage défavorable.
- L'exploitant veillera à démontrer à l'inspection son respect de l'article 9.2.3, concernant notamment les scénarios d'épanchement identifiés dans son étude de danger pour le bâtiment R47 – magasin de produits chimiques.

L'inspecteur des installations classées
L'inspecteur de l'environnement

copie à l'exploitant